



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 novembre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Obama reconnaît le blocage du débat autour de la politique commerciale 1

Point de mire : ACAC

L'ACAC : la société civile intensifie sa lutte pour la transparence 2

Le chapitre sur l'internet de l'ACAC : la transparence arrachée? 2

Études économiques et articles connexes..... 4

Politique commerciale américaine

Obama reconnaît le blocage du débat autour de la politique commerciale

Le président américain Barack Obama a déclaré, le 2 novembre dernier, que les États-Unis se devaient d'adopter une politique commerciale « agressive et compétitive ». Cependant, Obama a reconnu que son pays se trouvait « bloqué dans un débat débilant » (*debilitating gridlock*) au niveau de sa politique commerciale. Obama a déclaré qu'un des enjeux les plus litigieux était celui des exportations et des accords de libre-échange, avec d'un côté les parties qui désirent « à tout prix » les mettre en œuvre et, d'un autre, celles qui craignent une baisse de la productivité nationale et de la compétitivité des produits américains.

Le président Obama a également déclaré que ce qui manquait à la politique commerciale américaine était une « coordination efficace » entre le volet commercial et le volet industriel de la politique, à savoir une politique qui combine de manière équilibrée les exportations et le dynamisme industriel national. Lors d'un discours prononcé à la Maison Blanche suite à la réunion de l'Organe consultatif pour la relance économique, Obama a déclaré que « si nous ne faisons pas cela de manière efficace, nous n'allons pas réussir. » Autrement dit, il faut que les États-Unis en fassent plus pour exporter, car il en va de leur compétitivité internationale et, qui plus est, de leur prospérité nationale.

Enfin, pour assouplir les dettes faramineuses de son pays, Obama a déclaré que les États-Unis devaient se doter d'un nouveau « modèle de croissance économique durable et basé sur la consommation interne ». Ce nouveau modèle doit aussi promouvoir la croissance économique par l'exportation et soutenir l'activité manufacturière à l'interne. Un tel modèle pourrait ainsi contribuer à la création d'emplois mieux rémunérés et à l'augmentation du niveau de vie du « moteur » de la croissance économique, c'est-à-dire la classe moyenne américaine.

Sources: Barack Obama, « Remarks by the President during the Meeting of the President's Economic Recovery Advisory Board », *The White House* (Office of the Press Secretary-Speeches and Remarks), November 02, 2009. [En ligne]: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-during-meeting-presidents-economic-recovery-advisory-board>. Éditorial, « Obama Sees Need for 'Aggressive' Trade Policy, Acknowledges Gridlock », *Inside US Trade*, Vol. 27 No. 43, November 6, 2009.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 novembre 2009

Point de mire : ACAC

L'ACAC: la société civile intensifie sa lutte pour la transparence

Dans le cadre des négociations s'étant déroulées du 3 au 6 novembre dernier sur l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) à Séoul, d'importants groupes de la société civile américaine ont écrit une lettre solennelle au Président américain Barack Obama lui demandant de prendre position sur le manque de transparence quant au contenu juridique et aux implications politiques de l'ACAC.

« L'ACAC se caractérise par un processus d'accès à l'information secret et arbitraire visant à empêcher toute forme de débat public. Cela nuit grandement à la transparence et invite au non-respect des normes qui émergeront de l'ACAC. »

– Lettre au Président concernant la transparence de l'ACAC, 3 novembre 2009.

La lettre critique fortement le Bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR) pour avoir gardé « secrètes » les ébauches du chapitre de l'ACAC portant sur l'Internet et pour avoir accepté de discuter de son contenu seulement avec des conseillers spéciaux. De plus, l'USTR aurait obligé ces derniers à signer un accord de non-divulgence les empêchant de faire des commentaires sur le sujet. Parmi les signataires de la lettre figurent les groupes suivants : *Knowledge Ecology International; U.S. Public Interest Research Group; Public Citizen; Essential Action; Electronic Frontier Foundation; IP Justice; Health Action International Global; Entertainment Consumers Association* et la *Foundation for a Free Information Infrastructure*.

En revanche, la Chambre de commerce des États-Unis a tenu à féliciter l'USTR pour sa gestion des négociations entourant l'ACAC. Selon Mark Esper, le vice-président du Centre sur la propriété intellectuelle de la Chambre de commerce des États-Unis, le recours aux accords de non-divulgence contribue, au contraire, à la transparence tout en préservant la capacité de négocier en privé. Selon Esper, ce processus combinant transparence et opacité a tout de même

permis à plusieurs représentants de groupes issus de la société civile et partageant un point de vue très critique face à l'ACAC de prendre connaissance du chapitre portant sur l'Internet. De plus, Esper a tenu à souligner que la Chambre de commerce n'a pas, contrairement à ce que les critiques prétendent, eu accès au texte. Effectivement, seule une poignée de firmes privées ont eu un accès direct à l'ACAC, ce qui pousse certains critiques à supposer que l'ACAC repose de manière excessive sur les groupes industriels et les titulaires de droits alors que les consommateurs et la société civile ne sont pas du tout représentés.



Mark Esper

Sources : Knowledge Ecology International, « Petition to President Obama, Regarding Transparency of the Anti-Counterfeiting Trade Agreement », *Transparency*, 3 November 2009. <http://www.keionline.org/acta-petition>. Éditorial, « Groups Decry Lack Of Transparency Ahead Of ACTA Negotiating Round », *Inside US Trade*, Vol. 27 No. 43, November 6, 2009.

Le chapitre sur l'Internet de l'ACAC : la transparence arrachée?

Selon un document important rédigé par la Commission européenne et obtenu par l'ONG *Knowledge Ecology International*, l'élaboration du chapitre portant sur l'Internet (dont le contenu demeure encore secret) dans l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) susciterait un grand débat au sein de l'Administration Obama et parmi les membres du Congrès. De vives divisions



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 novembre 2009

sévirait également entre les parties prenantes, avec d'un côté, les parties qui défendent la protection du contenu mis « en ligne » sur Internet et, d'un autre, celles qui défendent la « démocratisation » de l'Internet. Par exemple, depuis le début des négociations sur l'ACAC, les représentants de l'industrie de l'Internet s'opposent à ce que les enjeux de piraterie et de contrefaçon associés à l'Internet soient inclus dans l'accord, tandis que les représentants de l'industrie du cinéma et de la musique font pression pour que le représentant américain pour le Commerce (USTR), Ron Kirk, veille à ce que ces enjeux le soient. Au sein du gouvernement, la formulation du chapitre aurait plongé l'USTR et le Département du Commerce dans une « lutte intestine » contre le Conseil économique national (NEC) et le Bureau pour la politique technologico-scientifique (OSTP).

Selon le document de la Commission européenne, le chapitre en question prévoit l'imposition de « lignes de fond » similaires à celles imposées par l'article 41 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Ces « lignes de fond » imposeraient ainsi des mesures légales « effectives et adéquates » contre les violations des droits de propriété intellectuelle (DPI) sur l'Internet, mesures qui refléteraient aussi celles contenues dans les chapitres de l'ACAC portant sur l'application de la loi civile et criminelle.

Le document obtenu par *Knowledge Ecology International* note également que les membres futurs de l'ACAC se doivent de « prévoir la responsabilité d'un tiers parti ». Cela signifie que l'accord, une fois ratifié, permettra aux titulaires de droits d'auteur d'intenter des poursuites contre les fournisseurs de services Internet pour toutes violations de DPI par les utilisateurs de leur serveur Internet. Cette clause sur la « responsabilité d'un tiers parti » est déjà garantie dans la loi américaine par le *Digital Millennium Copyright Act* (DMCA). Toutefois, la section 512 de cette loi prévoit que les fournisseurs de services Internet peuvent être « exemptés » de toute responsabilité s'ils mettent en œuvre une politique garantissant la résiliation des abonnements des prestataires jugés comme étant des « contrefacteurs récidivistes ». En revanche, la loi DMCA ne définit que très vaguement ce que constitue un « contrefacteur récidiviste », ce qui rend d'autant plus difficile le combat contre la violation des DPI. Selon le document, pour pallier ce problème, une clause spéciale permettant une « réponse graduelle » pourrait être incorporée dans les contrats des utilisateurs d'Internet. Ce genre de réponse graduelle existe déjà en France sous forme de « prises ». Après trois prises, un abonné qui a enfreint la loi peut se voir retirer son accès à l'Internet. Seulement, comment condamner les contrefacteurs et les pirates? Bien que seule une Cour de justice puisse légalement condamner un individu, il semble que pour les parties qui soutiennent de plus hauts standards dans la lutte contre la piraterie et la contrefaçon, ce système demeure excessivement long et complexe. Selon le document, il semblerait que les États-Unis cherchent à passer outre le système pénal traditionnel en octroyant directement aux fournisseurs de services Internet l'autorité de bloquer eux-mêmes l'accès aux abonnés ayant violé des droits d'auteur. À cet égard, l'ACAC pourrait par exemple exiger que les fournisseurs contrôlent toute la communication et l'usage d'œuvres protégées sur le Web. De plus, l'ACAC pourrait rendre illégal le partage de fichiers en réseau.

Le chapitre prévoit aussi des mesures de protection plus « techniques » contre les pirates (*hackers*) qui contournent les mécanismes de sécurité informatique pour violer les DPI. En s'inspirant de l'article 4.13 de l'accord de libre-échange É.-U./Jordanie, les États-Unis ont proposé que les cas plus techniques de violation des DPI soient traités « séparément des autres » et que des mesures civiles et criminelles soient « spécifiquement adoptées » pour y faire face. Selon le document, ces mesures techniques ont pour but d'empêcher le contournement des contrôles de l'accès aux zones sécurisées sur Internet et de prohiber la fabrication ainsi que le trafic de « dispositifs de contournement ». Enfin, rappelons que les États qui sont engagés dans les



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 10 novembre 2009

négociations de l'ACAC sont : les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, l'Union européenne, le Japon, la Corée du Sud, le Mexique, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Suisse.

Sources : Éditorial, « EU Internal Memo Reveals USTR Thinking On ACTA Internet Chapter », *Inside US Trade*, Vol. 27 No. 43, November 6, 2009. Knowledge Ecology International, « The ACTA Leak is useful, but there are still plenty of secrets », *Manon Ress's blog*, November 4, 2009. [En ligne]: <http://keionline.org/node/682>

Études économiques et articles connexes

Morris Goldstein et Daniel Xie, *The Impact of the Financial Crisis on Emerging Asia*, Washington D.C.: Peterson Institute Working paper 09-11, 47p. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/wp/wp09-11.pdf>

Sonja Franklin, « Greenspan Says Stock Market Rally 'Re-liquifying' U.S. Economy », *Bloomberg news*, November 9, 2009. [En ligne]: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=aCyPFfcZdck8>

GAO, *MCC Has Addressed a Number of Implementation Challenges, but Needs to Improve Financial Controls and Infrastructure Planning*, GAO-10-52, 2009, 84p. [En ligne]: <http://www.gao.gov/new.items/d1052.pdf>

GAO, *Human Capital: Monitoring of Safeguards and Addressing Employee Perceptions Are Key to Implementing a Civilian Performance Management System in DOD*, GAO-10-102, 2009, 76p. [En ligne]: <http://www.gao.gov/new.items/d10102.pdf>

European Commission Directorate-General for Research, *A more research-intensive and integrated European Research Area: Science, Technology and Competitiveness key figures report 2008/2009*, Brussels: EU Commission. Directorate C - European Research Area: Knowledge-based economy EUR 23608, 2008, 169p. [En ligne]: http://ec.europa.eu/research/era/pdf/key-figures-report2008-2009_en.pdf

Securities and Exchange Commission and the Commodity Futures Trading Commission, *CFTC and SEC Issue Joint Report on Regulatory Harmonization*, Washington D.C.: CFTC/SEC, October 16, 2009, 96p. [En ligne] : <http://www.sec.gov/news/press/2009/cftcjointreport101609.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

